CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 75.424/4
du 18 mars 2024

sur

un amendement au projet de loi 'portant réforme des pensions'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 75.424/4
van 18 maart 2024

over

een amendement bij het voorontwerp van wet 'houdende hervorming van pensioenen'

‡LW-CGDYKABEA-HFECEVT‡

Le 22 janvier 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un amendement à l'avant-projet de loi 'portant réforme des pensions'.

L'amendement a été examiné par la quatrième chambre le 18 mars 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Luc CAMBIER et Géraldine ROSOUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 mars 2024.

*

Op 22 januari 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Pensioenen en Maatschappelijke Integratie, belast met Personen met een handicap, Armoedebestrijding en Beliris verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een amendement bij een wetsontwerp van wet 'houdende hervorming van pensioenen'.

Het amendement is door de vierde kamer onderzocht op 18 maart 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Géraldine ROSOUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 maart 2024.

*

‡LW-CGDYKABEA-HFECEVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'amendement ‡ , à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'amendement appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AMENDEMENT

1. L'article 20, alinéa 3, première phrase, de la loi du 24 octobre 2011 'assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé des administrations provinciales et locales et des zones de police locale, modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives' prévoit que 50 % du cout exposé par l'employeur pour financer la pension complémentaire de son personnel contractuel est déduit de la cotisation de responsabilisation, destinée à alimenter le Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales.

Dans sa version actuellement en vigueur, l'article 20, alinéa 3, dernière phrase, de la même loi prévoit que

> « [d]ans le respect de l'équilibre financier du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales, le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, peut modifier à la hausse le pourcentage du cout pour l'employeur qui peut être déduit sans que ce pourcentage puisse être inférieur à 50 % ».

L'amendement examiné modifie l'article 20, alinéa 3, de la loi du 24 octobre 2011, de la manière suivante :

1° dans la première phrase, ce n'est plus « 50 % du cout » exposé par l'employeur pour financer la pension complémentaire de son personnel contractuel qui est déduit mais « une partie du cout » ;

2° La dernière phrase est modifiée comme suit :

« La partie procentuelle du cout pour l'employeur du régime de pension qui peut être déduit de la cotisation de responsabilisation est fixée de telle sorte que le montant total des déductions soit égal au montant maximal total des majorations de la cotisation de responsabilisation qui peuvent être appliquées sur base de l'alinéa 5, sans pouvoir être supérieur à 50 % ».

‡ S'agissant d'un amendement à un projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

‡LW-CGDYKABEA-HFECEVT‡

2. Il est pris acte de ce que, par la modification envisagée de la dernière phrase de l'article 20, alinéa 3, plus aucune habilitation au Roi n'est prévue, lui permettant de « modifier le pourcentage du cout pour l'employeur qui peut être déduit », que ce soit à la baisse où à la hausse, comme l'envisageait l'article 51 de l'avant-projet de loi « portant réforme des pensions », qui fait l'objet de l'amendement examiné [1].

3. Ce faisant, la règle posée par l'article 20, alinéa 3, tel que modifié par l'amendement, revient à prévoir l'inverse de ce qui est actuellement prévu dans cette disposition : si l'article 20, alinéa 3, actuel dispose que le Roi peut modifier à la hausse le pourcentage du cout pour l'employeur qui peut être déduit sans que ce pourcentage puisse être inférieur à 50 %, la modification envisagée prévoit que ce pourcentage ne pourra pas « être supérieur à 50 % ».

Le délégué de la Ministre a indiqué ce qui suit, au regard du principe de confiance légitime [2], quant à cette évolution législative qui implique que les administrations provinciales et locales et les zones de police qui ont financé un deuxième pilier de pension pour leurs employés contractuels de manière à bénéficier d'une déduction de 50 % de leur cotisation de responsabilisation pour financer le Fonds de pension solidarisé, verront cette déduction se réduire :

> « Desbetreffend gedeelte van de oorspronkelijke tekst van artikel 20, derde lid is niet coherent: er wordt immers gesteld dat het in de wet ingeschreven percentage van 50 % door de Koning kan worden verhoogd zonder dat dit percentage lager dan 50 % kan zijn. Het spreekt nochtans voor zich dat, indien het percentage van 50 % zou worden opgetrokken, het verkregen nieuwe percentage per definitie hoger is dan en dus niet lager kan zijn dan 50 %.
>
> De reden dat het percentage redelijkerwijze niet hoger zou kunnen zijn dan 50 % is dat de vermindering wordt toegekend als stimulans aan het provinciaal of plaatselijk bestuur om een tweede pensioenpijler in te stellen ten gunste van zijn contractuele personeelsleden. Logischerwijze mag worden aangenomen dat het bestuur zelf minstens de helft van de kostprijs van de aanvullende pensioenregeling van zijn eigen personeelsleden draagt.
>
> Bovendien was het bij de invoering van het systeem van de vermindering van de responsabiliseringsbijdrage van meet af aan duidelijk dat, aangezien dit geconcipieerd was als een tijdelijke stimulans om de tweede pensioenpijler onder het contractueel personeel van de lokale besturen te veralgemenen, het systeem op termijn afgebouwd of stopgezet zou worden – d.w.z. dat het percentage van de toegekende vermindering lager zou worden of zelfs tot 0 herleid zou worden – naarmate deze doelstelling grotendeels of zelfs volledig bereikt wordt. De op grond van het amendement voorgestelde wijziging van artikel 20, derde lid maakt de aldus beoogde evolutie mogelijk.

[1] Le délégué de la Ministre le confirme en ajoutant : « Ik kan u bevestigen dat ingevolge het voorgestelde amendement de Koning niet langer gemachtigd zal zijn om het percentage te wijzigen van de kostprijs van de tweede pensioenpijler dat in mindering mag worden gebracht van de responsabiliseringsbijdrage. Dit percentage zal automatisch worden berekend in functie van het maximale bedrag van de verhogingen van de responsabiliseringsbijdrage die kunnen worden toegepast ».

[2] Tel que souligné dans l'avis négatif du Comité de gestion Pensions des Administrations provinciales et locales du 5 décembre 2023 sur l'amendement.

‡LW-CGDYKABEA-HFECEVT‡

Zoals vermeld in de verantwoording bij het amendement, zullen, indien het percentage van 50 % niet (substantieel) wordt verlaagd, ook voor de jaren 2024 en volgende (berekening in 2025 en volgende) tekorten worden gecreëerd op het niveau van het Gesolidariseerd pensioenfonds ».

4.1. À la différence de ce que prévoyait l'article 51 de l'avant-projet de loi « portant réforme des pensions », au sujet duquel la section de législation a donné le 22 décembre 2023 l'avis 74.718/VR [3], le texte du présent amendement, d'une part, supprime le principe, contenu dans l'article 20, alinéa 3, d'une déduction pour l'employeur à concurrence de 50 % du cout et, d'autre part, détermine de manière « automatique », ainsi que l'a confirmé le délégué de la Ministre, le pourcentage de cette déduction en référence au « montant maximal total des majorations de la cotisation de responsabilisation qui peuvent être appliquées sur base de l'alinéa 5 ».

Cette mesure modifiera par conséquent, dès l'entrée en vigueur de la disposition en projet, le mode de calcul de la déduction visée à l'article 20, alinéa 3, de la loi du 24 octobre 2011.

4.2. Ainsi que la Cour constitutionnelle le juge,

« Le principe de la confiance est étroitement lié au principe de la sécurité juridique, qui interdit au législateur de porter atteinte, sans justification objective et raisonnable, à l'intérêt que possèdent les sujets de droit d'être en mesure de prévoir les conséquences juridiques de leurs actes » [4].

4.3. Le principe d'une déduction de la cotisation de responsabilisation d'un pourcentage de 50 % du cout exposé par l'employeur pour financer la pension complémentaire de son personnel contractuel a été inséré par l'article 12 de la loi du 30 mars 2018 'relative à la non prise en considération de services en tant que personnel non nommé à titre définitif dans une pension du secteur public, modifiant la responsabilisation individuelle des administrations provinciales et locales au sein du Fonds de pension solidarisé, adaptant la règlementation des pensions complémentaires, modifiant les modalités de financement du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales et portant un financement supplémentaire du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales'.

Les travaux préparatoires de cette loi exposent à ce sujet :

« Le gouvernement souhaite à présent affiner davantage la responsabilisation individuelle introduite par la loi du 24 octobre 2011. Il souhaite que, dans la facture de responsabilisation individuelle, il soit tenu compte du coût exposé pour la constitution d'une pension complémentaire au profit du personnel contractuel par les employeurs publics responsabilisés. Il faut en effet pouvoir tenir compte de l'effort financier ainsi fourni par ces employeurs publics alors même qu'ils ont par ailleurs une charge propre de pension légale pour leurs anciens membres du personnel nommé et leurs ayants droit qui implique qu'ils sont responsabilisés à titre individuel.

[3] *Doc. parl.*, Chambre, 2023-2024, n° 3808/001, pp. 220-251.

[4] C.C., 6 février 2020, n° 13/2020, B.5.1.

‡LW-CGDYKABEA-HFECEVT‡

L'article 12 du projet prévoit donc que 50 % du cout exposé par l'employeur pour financer la pension complémentaire de son personnel contractuel au cours de l'année civile considérée est déduit de la facture de responsabilisation individuelle. Cette déduction ne peut avoir pour effet qu'un montant doive être remboursé à l'employeur public concerné. La déduction ne peut intervenir que dans les limites de la facture de responsabilisation individuelle.

Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, est habilité à modifier à la hausse le pourcentage du cout pour l'employeur public qui peut être déduit sans que ce pourcentage puisse être inférieur à 50 %. Cette modification à la hausse ne pourra cependant intervenir que dans le respect de l'équilibre financier du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales » [5].

4.4. Il peut être admis que la déduction de 50 % du cout actuellement en vigueur ne peut pas constituer un droit acquis dans le chef des employeurs ayant mis en place ce régime de pension complémentaire pour leur personnel contractuel.

4.5. Il convient en effet de tenir compte du pouvoir d'appréciation dont dispose le législateur « en vue de réaliser des économies dans le domaine des pensions de retraite et de survie » [6], mais aussi, ainsi que l'a constaté la Cour constitutionnelle à plusieurs reprises au sujet de la cotisation de responsabilisation visée à l'article 20 de la loi du 24 octobre 2011, de la nécessité d'assurer le financement des pensions des membres du personnel nommé des administrations locales :

« […] il n'est pas injustifié que le législateur ait cherché à corriger les difficultés de financement des pensions entraînées par une réduction, par certains employeurs, du nombre d'agents nommés et, partant, de la masse salariale sur laquelle la cotisation de pension de base est calculée, en faisant supporter à ces employeurs une partie des conséquences financières de leur choix en ce qui concerne la nomination de leur personnel, par le paiement d'une cotisation de responsabilisation qui permet de compenser, fût-ce de manière partielle, la charge de pensions supplémentaire que ces employeurs font peser sur l'ensemble des administrations affiliées au Fonds de pension solidarisé » [7].

4.6. Au regard de ce qui précède, il appartient à l'auteur de l'amendement de mieux expliquer en quoi, à partir de 2024, une diminution immédiate, le cas échéant substantielle, du pourcentage de « déduction » du cout de l'employeur constitue une mesure indispensable pour assurer l'équilibre financier du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales.

5. Dans un souci de sécurité juridique, à l'article 20, alinéa 3, deuxième phrase, en projet, insérée par l'article 51, 2°, de l'amendement examiné, il y a lieu d'écrire « sans pouvoir être supérieure à 50 % de ce cout ».

*

[5] *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 2718/001, pp. 19-20.

[6] C.C., 28 septembre 2017, n° 104/2017, B.9.

[7] C.C., 28 octobre 2021, n° 155/2021, B.3.7. Voir aussi C.C., 14 janvier 2016, n° 6/2016, B.5.4 ; C.C., 19 juillet 2018, n° 94/2018, B.9.2 ; C.C., 6 février 2020, n° 13/2020, B.2.5 et B.10.1.

‡LW-CGDYKABEA-HFECEVT‡

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het amendement,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het amendement aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET AMENDEMENT

1. Artikel 20, derde lid, eerste zin, van de wet van 24 oktober 2011 'tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen' bepaalt dat 50 % van de kosten die de werkgever draagt om het aanvullend pensioen van zijn contractueel personeel te financieren, wordt afgetrokken van de responsabiliseringsbijdrage die bestemd is om het Gesolidariseerd pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen te stijven.

In de thans geldende versie van artikel 20, derde lid, laatste zin, van dezelfde wet wordt het volgende bepaald:

> "Met respect voor het financieel evenwicht van het Gesolidariseerd Pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen, mag de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad het percentage van de kosten voor de werkgever dat in mindering gebracht mag worden, naar boven aanpassen zonder dat dit percentage lager dan 50 % mag zijn."

Het voorliggende amendement wijzigt artikel 20, derde lid, van de wet van 24 oktober 2011 als volgt:

1° Luidens de eerste zin wordt niet langer "50 percent" maar wel "een deel" van de kosten die de werkgever maakt om het aanvullend pensioen van zijn contractueel personeel te financieren, in mindering gebracht.

‡ Aangezien het om een amendement op een ontwerp van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

‡LW-CGDYKABEA-HFECEVT‡

2° De laatste zin wordt gewijzigd als volgt:

"Het procentueel deel van de kost voor de werkgever van het pensioenstelsel dat in mindering gebracht wordt van de responsabiliseringsbijdrage wordt zodanig vastgesteld dat het totale maximumbedrag van de verminderingen gelijk is aan het totale bedrag van de verhogingen van de responsabiliseringsbijdrage die op grond van het vijfde lid kunnen worden toegepast, zonder evenwel hoger te kunnen zijn dan 50 %."

2. Er wordt akte van genomen dat, door de beoogde wijziging van de laatste zin van artikel 20, derde lid, de Koning er niet langer toe wordt gemachtigd "het percentage van de kost voor de werkgever dat in mindering gebracht mag worden" hetzij naar boven hetzij naar onderen aan te passen zoals was voorzien in artikel 51 van het voorontwerp van wet "houdende de hervorming van de pensioenen", dat het voorwerp uitmaakt van het voorliggende amendement.[1]

3. Op die manier zal de regel vervat in artikel 20, derde lid, zoals gewijzigd bij het amendement, het omgekeerde bepalen van wat momenteel in die bepaling wordt voorzien: terwijl het huidige artikel 20, derde lid, bepaalt dat de Koning het percentage van de kosten voor de werkgever dat in mindering mag worden gebracht, naar boven mag aanpassen zonder dat dit percentage lager dan 50 % mag zijn, bepaalt de beoogde wijziging dat dat percentage niet "hoger [zal] kunnen zijn dan 50 %".

De gemachtigde van de minister heeft, ten aanzien van het beginsel van het gewettigd vertrouwen,[2] het volgende aangegeven aangaande die wetgevende evolutie, die impliceert dat de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten alsook de politiezones die een tweede pensioenpijler voor hun contractuele medewerkers hebben gefinancierd zodat ze een vermindering genieten van 50 % van hun responsabiliseringsbijdrage voor de financiering van het Gesolidariseerd pensioenfonds, minder korting zullen krijgen:

> "Desbetreffend gedeelte van de oorspronkelijke tekst van artikel 20, derde lid is niet coherent: er wordt immers gesteld dat het in de wet ingeschreven percentage van 50 % door de Koning kan worden verhoogd zonder dat dit percentage lager dan 50 % kan zijn. Het spreekt nochtans voor zich dat, indien het percentage van 50 % zou worden opgetrokken, het verkregen nieuwe percentage per definitie hoger is dan en dus niet lager kan zijn dan 50 %.
>
> De reden dat het percentage redelijkerwijze niet hoger zou kunnen zijn dan 50 % is dat de vermindering wordt toegekend als stimulans aan het provinciaal of plaatselijk bestuur om een tweede pensioenpijler in te stellen ten gunste van zijn contractuele personeelsleden. Logischerwijze mag worden aangenomen dat het bestuur zelf minstens de helft van de kostenprijs van de aanvullende pensioenregeling van zijn eigen personeelsleden draagt.

[1] De gemachtigde van de minister bevestigt dat en voegt eraan toe: "Ik kan u bevestigen dat ingevolge het voorgestelde amendement de Koning niet langer gemachtigd zal zijn om het percentage te wijzigen van de kostenprijs van de tweede pensioenpijler dat in mindering mag worden gebracht van de responsabiliseringsbijdrage. Dit percentage zal automatisch worden berekend in functie van het maximale bedrag van de verhogingen van de responsabiliseringsbijdrage die kunnen worden toegepast."

[2] Zoals werd onderstreept in het ongunstige advies dat het Beheerscomité van de pensioenen van de provinciale en lokale besturen op 5 december 2023 over het amendement heeft gegeven.

‡LW-CGDYKABEA-HFECEVT‡

Bovendien was het bij de invoering van het systeem van de vermindering van de responsabiliseringsbijdrage van meet af aan duidelijk dat, aangezien dit geconcipieerd was als een tijdelijke stimulans om de tweede pensioenpijler onder het contractueel personeel van de lokale besturen te veralgemenen, het systeem op termijn afgebouwd of stopgezet zou worden – d.w.z. dat het percentage van de toegekende vermindering lager zou worden of zelfs tot 0 herleid zou worden – naarmate deze doelstelling grotendeels of zelfs volledig bereikt wordt. De op grond van het amendement voorgestelde wijziging van artikel 20, derde lid maakt de aldus beoogde evolutie mogelijk.

Zoals vermeld in de verantwoording bij het amendement, zullen, indien het percentage van 50 % niet (substantieel) wordt verlaagd, ook voor de jaren 2024 en volgende (berekening in 2025 en volgende) tekorten worden gecreëerd op het niveau van het Gesolidariseerd pensioenfonds."

4.1. In tegenstelling tot het bepaalde in artikel 51 van het voorontwerp van wet "houdende de hervorming van de pensioenen", waarover de afdeling Wetgeving op 22 december 2023 advies 74.718/VR heeft gegeven,[3] wordt in de tekst van het voorliggende amendement enerzijds het in artikel 20, derde lid, vervatte principe van een vermindering voor de werkgever ten belope van 50 % van de kosten opgeg0even, en wordt anderzijds, zoals de gemachtigde van de minister heeft bevestigd, het percentage van die vermindering "automatisch" vastgesteld op het "totale bedrag van de verhogingen van de responsabiliseringsbijdrage die op grond van het vijfde lid kunnen worden toegepast".

Door die maatregel zal de berekeningswijze van de vermindering bedoeld in artikel 20, derde lid, van de wet van 24 oktober 2011, bijgevolg wijzigen zodra de ontworpen bepaling in werking treedt.

4.2. Het Grondwettelijk Hof heeft het volgende geoordeeld:

"Het vertrouwensbeginsel is nauw verbonden met het rechtszekerheidsbeginsel, dat de wetgever verbiedt om zonder objectieve en redelijke verantwoording afbreuk te doen aan het belang van de rechtssubjecten om in staat te zijn de rechtsgevolgen van hun handelingen te voorzien."[4]

4.3. Het principe van een vermindering van de responsabiliseringsbijdrage van 50 % van de kosten die de werknemer maakt om het aanvullend pensioen van zijn contractueel personeel te financieren, is ingevoegd bij artikel 12 van de wet van 30 maart 2018 'met betrekking tot het niet in aanmerking nemen van diensten gepresteerd als nietvastbenoemd personeelslid voor een pensioen van de overheidssector, tot wijziging van de individuele responsabilisering van de provinciale en lokale overheden binnen het Gesolidariseerde pensioenfonds, tot aanpassing van de reglementering inzake aanvullende pensioenen, tot wijziging van de modaliteiten van de financiering van het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen en tot bijkomende financiering van het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen'.

[3] *Parl.St.* Kamer, 2023-24, nr. 3808/001, 220-251.

[4] GwH 6 februari 2020, nr. 13/2020, B.5.1.

‡LW-CGDYKABEA-HFECEVT‡

In de parlementaire voorbereiding van die wet staat in dat verband het volgende:

"De regering wenst op dit moment de individuele responsabiliseringsbijdrage ingevoerd door de wet van 24 oktober 2011 verder te verfijnen. Zij wenst dat in de individuele responsabiliseringsfactuur rekening gehouden wordt met de gemaakte kosten voor de opbouw van een aanvullend pensioen ten gunste van de contractuele personeelsleden door de werkgevers van de publieke sector die geresponsabiliseerd zijn. Er moet inderdaad rekening kunnen gehouden worden met de zo door deze werkgevers van de publieke sector geleverde financiële inspanning hoewel ze al verder een eigen wettelijke pensioenlast hebben voor hun voormalige benoemde personeelsleden en hun rechthebbenden wat impliceert dat ze ten individuele titel geresponsabiliseerd zijn.

Art. 12 van het ontwerp voorziet dus dat 50 % van de gemaakte kosten door de werkgever voor het financieren van het aanvullende pensioen van zijn contractuele personeelsleden tijdens het beschouwde kalenderjaar wordt in mindering gebracht van de individuele responsabiliseringsfactuur. Deze vermindering mag niet tot ge volg hebben dat een bedrag moet worden terugbetaald aan de betrokken werkgever van de publieke sector. De vermindering mag enkel gebeuren binnen de limieten van de individuele responsabiliseringsfactuur.

De Koning is gemachtigd bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad het percentage van de kosten van de werkgever van de publieke sector dat in mindering gebracht mag worden, naar boven aan te pas sen zonder dat dit percentage lager dan 50 % mag zijn. Deze aanpassing naar boven zal echter enkel kunnen gebeuren met respect voor het financieel evenwicht van het Gesolidariseerde Pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen."[5]

4.4. Er mag worden aangenomen dat de momenteel geldende vermindering van 50 % van de kosten geen verworven recht kan vormen voor werkgevers die die aanvullende pensioenregeling voor hun contractueel personeel hebben ingevoerd.

4.5. Er dient immers rekening te worden gehouden met de beoordelingsbevoegdheid waarover de wetgever beschikt "met het oog op besparingen inzake rust- en overlevingspensioenen",[6] maar ook, zoals het Grondwettelijk Hof herhaaldelijk heeft vastgesteld in verband met de responsabiliseringsbijdrage bedoeld in artikel 20 van de wet van 24 oktober 2011, met de noodzaak de financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de lokale besturen veilig te stellen:

"(…) het [is] niet zonder verantwoording dat de wetgever heeft getracht de moeilijkheden inzake financiering van de pensioenen die worden teweeggebracht door een vermindering, door bepaalde werkgevers, van het aantal benoemde personeelsleden en, bijgevolg, van de loonmassa waarop de basispensioenbijdrage wordt berekend, te corrigeren door die werkgevers een gedeelte van de financiële gevolgen van hun keuze inzake de benoeming van hun personeel te laten dragen, door de betaling van een responsabiliseringsbijdrage die het mogelijk maakt de bijkomende pensioenlast die die werkgevers op alle bij het Gesolidariseerde Pensioenfonds aangesloten besturen doen rusten, te compenseren, zij het gedeeltelijk."[7]

[5] *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 2718/001, 19-20.

[6] GwH 28 september 2017, nr. 104/2017, B.9.

[7] GwH 28 oktober 2021, nr. 155/2021, B.3.7. Zie ook GwH 14 januari 2016, nr. 6/2016, B.5.4; GwH 19 juli 2018, nr. 94/2018, B.9.2; GwH 6 februari 2020, nr. 13/2020, B.2.5 en B.10.1.

‡LW-CGDYKABEA-HFECEVT‡

4.6. In het licht van wat voorafgaat, hoort de steller van het amendement beter uit te leggen in hoeverre het met het oog op het financiële evenwicht van het Gesolidariseerd pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten onontbeerlijk is dat het percentage van de "vermindering" van de kosten van de werkgever vanaf 2024 onmiddellijk, in voorkomend geval substantieel, wordt verlaagd.

5. Ter wille van de rechtszekerheid dient men in het ontworpen artikel 20, derde lid, tweede zin, ingevoegd bij artikel 51, 2°, van het voorliggende amendement, te schrijven: "zonder evenwel hoger te kunnen zijn dan 50 % van die kosten".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE Bernard BLERO

‡LW-CGDYKABEA-HFECEVT‡